

DE LA PAUVRETE et de la nature fétichiste de l'économie

Paul Mattick

DE LA PAUVRETE et de la nature fétichiste de l'économie

Paul Mattick
(Ab irato, 1998)

CE TEXTE est le chapitre V du dernier livre de Paul Mattick *Marxism - Last Refuge of the Bourgeoisie?* (Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie?) (Armonk (NY) M.E. Sharpe 1983). Cet ouvrage, inachevé à la mort de l'auteur en février 1981, a été conçu comme un bilan final d'une vie de réflexion sur la société capitaliste et l'opposition révolutionnaire.

L'ANALYSE de la société capitaliste dressée par Marx n'est ni une théorie économique ni une théorie politique. Marx, en montrant que la politique bourgeoise est dominée par les questions économiques et que celles-ci ne sont que la représentation idéologique de relations sociales de classes, a voulu mettre en évidence les limites inhérentes aux deux types de catégories, la politique et l'économique, pour expliquer la réalité sociale. Il a prouvé que le mouvement ouvrier, dans sa lutte contre le capitalisme, aurait à abolir le capital et l'État, à remplacer l'"économie" et la "politique" par l'auto-organisation des producteurs libres et associés

La compréhension du monde n'a de sens que si elle a pour but de le changer. Comme Paul Mattick aimait à le répéter : *" Arrivé à l'apogée de sa puissance, le capitalisme est aussi arrivé au plus haut point de vulnérabilité, il ne débouche nulle part ailleurs que sur la mort. Si faibles que soient les chances de révolte, c'est moins que jamais le moment de renoncer au combat ! "*

Préface de Paul Mattick Jr

Le texte que nous publions est le chapitre V (Théorie et réalité) du dernier livre de Paul Mattick, *Le Marxisme, Dernier Refuge de la Bourgeoisie*, paru, peu après sa mort, aux États-Unis chez M.E. Sharp (New York, 1983) et non publié en français à ce jour. La traduction est de Daniel Saint-James.

Paul Mattick dédia ce livre “ à la mémoire de Marinus van der Lubbe ”, le jeune communiste de conseils hollandais qui mis le feu au Reichstag le 27 février 1933 dans le but de réveiller le prolétariat allemand contre le parlementarisme et la capitulation des partis devant le nazisme. Marinus fut condamné à mort suite à un procès truqué qui servit de prétexte aux Staliniens pour se revaloriser après avoir succombé au régime national-socialiste et de prétexte à celui-ci pour justifier une plus grande répression policière. Il mit en exergue une citation de Rosa Luxemburg : “ *La classe bourgeoise dispute son dernier combat sous un drapeau imposteur : le drapeau de la révolution elle-même.* ”

Ab irato, 1998

Préface

Ce texte est le chapitre V du dernier livre de Paul Mattick *Marxism - Last Refuge of the Bourgeoisie?* (Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie?) (Armonk (NY) M.E. Sharpe 1983). Cet ouvrage, inachevé à la mort de l'auteur en février 1981, a été conçu comme un bilan final d'une vie de réflexion sur la société capitaliste et l'opposition révolutionnaire.

L'analyse de la société capitaliste dressée par Marx n'est ni une théorie économique ni une théorie politique. Marx, en montrant que la politique bourgeoise est dominée par les questions économiques et que celles-ci ne sont que la représentation idéologique de relations sociales de classes, a voulu mettre en évidence les limites inhérentes aux deux types de catégories, la politique et l'économique, pour expliquer la réalité sociale. Il a prouvé que le mouvement ouvrier, dans sa lutte contre le capitalisme, aurait à abolir et le capital et l'État, à remplacer l'"économie" et la "politique" par l'auto-organisation des producteurs libres et associés.

Le but de Mattick en écrivant ce livre, était d'étendre la critique de Marx de l'idéologie bourgeoise aux formes organisationnelles et aux courants de pensée qui ont

pris le nom de "marxisme", de les comprendre c'est-à-dire d'y voir des éléments du développement du mode capitaliste de production. Le livre commence par un réexposé des fondements de la critique marxienne de l'économie politique, l'attention étant plus particulièrement attirée sur ces aspects de la théorie de Marx qui ont été l'objet principal des attaques bourgeoises et qui ont conduit les écrivains marxistes à faire retraite dans l'analyse économique bourgeoise. Le chapitre présenté ici est tiré de cette partie.) Le livre retrace ensuite l'histoire des formes principales de la politique marxiste, la social-démocratie et le bolchévisme. Mattick montre comment l'adaptation aux nécessités de la politique bourgeoise a entraîné l'abandon à la fois de la pratique socialiste et de la théorie marxienne.

Au cours de cette évolution, depuis l'époque d'Édouard Bernstein jusqu'aujourd'hui, la convergence entre les "économistes marxistes" et leurs collègues bourgeois avérés, s'est renforcée sur deux points: nécessité d'abandonner la théorie métaphysique de la valeur-travail, reconnaissance de l'inexactitude des prédictions sur le devenir de la société capitaliste que Marx avait tirées de cette théorie. Dans *Théorie et Réalité*, Mattick examine le second de ces points et montre que, en dépit des limites à la prédiction qui résultent du haut degré d'abstraction de la théorie de Marx, les événements des deux cents dernières années n'ont fait que confirmer sa validité en ce qui concerne les tendances essentielles du développement capitaliste.

Fondamentalement il est clair que le but de Marx n'était pas tellement de prédire le cours des événements que d'expliquer les choix qui se posent devant la classe ouvrière mondiale. Citons ici Paul Mattick :

"En s'appuyant sur ses hypothèses, le modèle de Marx de la production capitaliste débouchait sur l'écroulement du système. Toutefois cet écroulement n'y est pas conçu comme résultat automatique du processus économique, mais comme celui de la lutte de classe prolétarienne." (*Marxism: The Last Refuge of the Bourgeoisie*, p. 137)

Et ceci doit bien être le cas puisque, pour Marx, les processus économiques eux-mêmes se composent d'actions humaines. Il est bon d'insister sur ce point, car on affirme souvent que Marx voulait être un "savant de la société" et qu'il avait de l'histoire une vision mécanique, celle d'un processus imposé aux gens plutôt que créé par eux. Mattick avance les arguments pour prouver qu'au contraire, c'est parce que Marx comprenait l'histoire sociale comme un produit des actions humaines que sa théorie a sa valeur explicative et prédictive.

.. Le modèle abstrait, que donne Marx de l'accumulation, repose sur l'hypothèse que les relations sociales de production du capitalisme vont rester les mêmes qu'à leur début, en dépit de toutes les modifications possibles de la structure du marché. C'est parce que les "lois économiques" du capitalisme ne sont pas réellement des lois, mais l'apparence fétichiste que prennent les relations

sociales, que les actions sociales devront y mettre fin. Marx, par conséquent, dans ses espoirs de révolution, ne s'appuyait pas sur les conséquences pour l'avenir du capitalisme de la loi de la baisse du taux de profit, mais sur les possibles réactions de la classe travailleuse, face à un système capable de se maintenir uniquement par un accroissement de l'exploitation et qui met son propre avenir en danger en minant les conditions mêmes de l'exploitation sur lesquelles il s'appuie. Marx n'attendait pas, ou ne prédisait pas, la fin du capitalisme parce que le taux d'accumulation diminuerait et le taux de profit baisserait, mais parce que ces tendances, immanentes à la production capitaliste, devraient nécessairement amener des conditions sociales qui seraient de plus en plus insupportables pour des couches de plus en plus grandes de la population travailleuse, créant du même coup les conditions objectives dont pourrait sortir la détermination subjective pour un changement social."
(Id. p. 93)

Paul MATTICK Jr.

Biographie

Paul Mattick est né en Allemagne, en 1904, dans une famille prolétaire de tradition socialiste. Militant des Jeunesses Spartakistes dès l'âge de 14 ans, il fut élu, pendant la période révolutionnaire, délégué au Conseil ouvrier des usines Siemens à Berlin, où il était apprenti ouvrier. Il participe à de nombreuses actions, révoltes d'usines, émeutes de rue, se fait arrêter et sa vie est à plusieurs reprises menacée. En 1920, il quitte le parti communiste devenu parlementariste et rejoint les tendances communistes de conseils qui forment le KAPD (le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne). À l'âge de 17 ans il écrit déjà dans les publications de la jeunesse communiste et s'installe à Cologne où il trouve du travail et tout en poursuivant son activité d'agitation au sein des Organisations Unitaires Ouvrières, dont Otto Rühle était un des fondateurs. C'est dans ce milieu qu'il se lie d'amitié avec un noyau d'artistes radicaux, les Progressives de Cologne, critiques acerbes des divers avatars de l'art et la culture dite prolétaire. Comme tant d'autres communistes extrémistes anti-bolchéviques, plus encore par son infatigable activité subversive, son nom se trouva vite sur les listes rouges du patronat. Réduit au chômage, poursuivi par la police et les nazis, marginalisé par les communistes orthodoxes, conscient du déclin du mouvement révolutionnaire autonome face à la montée du nazisme et à la bolchévisation des communistes, Paul décide, en 1926, d'émigrer, avec d'autres camarades, aux États-Unis.

Après quelques années de repli, qu'il met à profit pour étudier Marx, repenser les théories de la crise et ses rapports avec l'activité révolutionnaire, Paul s'installe à Chicago où il travaille comme ouvrier dans la métallurgie. Il rentre en contact avec les IWW (Industrial Workers of the World), syndicalistes révolutionnaires actifs dans le mouvement des chômeurs qui se développaient alors. Il participe activement à ce mouvement, au sein des groupes de chômeurs radicaux de la région de Chicago (Workers League), lesquels prônaient, contre l'avis des organisations liées au P.C. USA, l'action directe pour obtenir des moyens matériels d'existence. Il rejoint ensuite un petit parti d'orientation communiste de conseils. C'est de ce milieu qui sont issues les revues *Living Marxism* (1938-1941) et *New Essays* (1942- 1943) , dont Paul était le rédacteur. C'est également à cette époque qu'il entre en relation avec Karl Korsch, devenu son ami, collaborateur de ces publications, au même titre que Pannekoek et d'autres communistes anti-bolchéviques européens et nord-américains. Le groupe s'attachait particulièrement à analyser les formes de la contre-révolution capitaliste et d'intégration de la classe ouvrière par l'État : les divers fascismes ou le New Deal américain.

Pendant la guerre Mattick continue à travailler comme métallo. La bureaucratie syndicale, alors sous le contrôle des communistes américains, imposait la paix sociale dans les usines au nom de la défense de la démocratie et de l'alliance avec la Russie de Staline. Dans les réunions syndicales, Paul attaqua régulièrement la clause anti-grève en rappelant que : "Maintenant que les patrons ont besoin de nous, c'est maintenant que nous devons les frapper!". Très vite des gorilles syndiqués, lui firent comprendre que de tels propos n'étaient pas très convenables, qu'après tout on était à Chicago et que sa santé se porterait mieux s'il évitait les réunions syndicales... À la fin de la guerre Paul vient à New York où il vit avec beaucoup de difficultés matérielles. Il se retirera ensuite dans un village du Vermont, où il vivra avec sa femme et son fils, en quasi auto-subsistance, sur un petit lopin de terre. Dans les années 60 il s'installe à Cambridge (Boston) où travaille sa femme Ilse et où, désormais, il se consacrera à l'écriture. En 1969, il publiera, *Marx et Keynes, Les limites de l'économie mixte* , une des oeuvres majeures de la pensée marxiste anti-bolchévique de l'après guerre. Mattick montre que, partant d'une répétition bourgeoise de l'analyse critique de Marx, Keynes n'a pu proposer qu'une solution provisoire aux problèmes économiques du capitalisme moderne et que les conditions qui rendaient efficace les mesures keynésiennes disparaissent avec leur application même. D'où son opposition à tous les courants économiques bourgeois et staliniens qui voient dans l'intervention de l'État un facteur de stabilisation et équilibre de la vie économique. En ce sens, son analyse des limites de cette intervention annonçait l'émergence de la réaction bourgeoise néolibérale et, d'un autre point de vue, incitait à un nécessaire retour à la critique de l'économie politique de Marx , seule voie pour comprendre la nouvelle période capitaliste.

À la fin des années 60, dans la foulée des mouvements étudiants et des luttes ouvrières, les idées dont il était un des porte-parole trouvèrent un nouveau intérêt parmi la jeunesse. Paul

voyagera partout en Europe et au Mexique pour donner des conférences, rencontrer des gens, écrire dans les publications radicales. Jusqu'à sa mort, le 7 février 1981, il défendra l'idée que la transformation du monde et l'abolition du capitalisme ne pourront être menées à bien que par les intéressés eux-mêmes et que personne pourra accomplir cette énorme tâche à leur place. Qui plus est, soulignait-il, l'effort de compréhension du monde n'a de sens que s'il a pour but de le changer.

Ceux et celles qui ont eu la chance et le bonheur de le connaître, n'oublieront pas la force de ses convictions, la chaleur et la richesse du contact, son humour corrosif, la qualité humaine de la personne qui donnait vie aux idéaux de l'auto-émancipation sociale. Comme il l'aimait rappeler : “ Aussi réduites que soient aujourd'hui les chances qui s'offrent pour une révolte, ce n'est pas le moment de mettre bas les armes. ”.

De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie

L'appauvrissement universel et la loi générale de l'accumulation

Charles Reeve

Bibliographie

Ouvrages traduits en français

. *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, choix de textes, traduits par S. Bricianer, Paris, EDI, 1972, (introuvable).

. K. Korsch, P. Mattick, A. Pannekoek. O. Rühle, H. Wagner : *La contre-révolution bureaucratique*, Paris, UGE, 1973, (introuvable).

. *Marx et Keynes*, Paris, Gallimard, 1971, trad. S. Bricianer, (épuisé).

. *Crises et théories des crises*, Paris, Champ Libre, 1974.

. *Le Marxisme hier, aujourd'hui et demain*, choix de textes, Paris, Spartacus, 1983.

On peut trouver une bibliographie complète en français (ouvrages, articles et textes publiés dans des revues et livres) ainsi qu'une longue biographie par Michael

Le modèle abstrait de l'accumulation du capital présenté par Marx ne s'attache qu'aux contradictions immanentes de ce processus. Il ne prétend pas décrire le cours réel du développement capitaliste, même si la direction générale en est déterminée par les relations de valeur de la production du capital. Le modèle traite des rapports sociaux qui sont à la base du capital en tant que tels et ceci indépendamment de leurs changements d'aspect au cours de l'expansion de l'économie capitaliste. Le modèle révèle une tendance inhérente à la production du capital, mais ce n'est que sur la base d'une connaissance des conditions sociales concrètes et de l'état réel de l'économie que l'on peut s'aventurer à quelque prédiction sur le cours ultérieur des événements et à la mise en forme de politiques prenant en compte ces contingences.

La théorie marxiste peut, en toute sécurité, prédire le cycle de crises du développement capitaliste, pourtant elle ne peut prévoir une crise particulière, à moins que celle-ci ne soit déjà apparente dans le marché sous des aspects qui annoncent sa venue certaine. Cette compréhension détaillée s'obtient à partir de l'expérience empirique passée. La théorie marxiste peut, en toute confiance, insister sur l'inévitabilité de la concentration du capital et du processus de centralisation, mais elle ne peut rien dire ni de son rythme ni de ses effets spécifiques sur la formation du capital à tel ou tel instant. Quoique la baisse du taux de profit soit un résultat inévitable de la production capitaliste il n'y a aucun moyen de prédire à quel moment cette tendance dominera les contretendances à travers lesquelles se prouve d'ailleurs son existence et, en particulier, la croissance de la plus-value par rapport à une composition organique du capital particulière. Enfin, quoique le processus d'accumulation déplace le travail, en fonction de la masse croissante de capital, il n'est pas possible de dire à quelle étape du

développement le nombre de chômeurs va croître absolument, et cela quelles que soient les conditions de la production capitaliste.

La théorie de l'accumulation de Marx déduit le mode de développement capitaliste de la théorie de la valeur; elle trouve sa vérification empirique dans la croissance réelle de la misère sociale, dans la concentration et la centralisation incessantes du capital, dans la polarisation toujours accentuée de la société entre le travail salarié et le capital, dans le retour récurrent de crises de plus en plus générales qui marquent la capitalisation de l'économie mondiale. Ce développement capitaliste, quoique de nature cyclique, est néanmoins progressif en ce que chaque phase d'expansion est suivie par une autre phase où la composition organique du capital est plus élevée. Cela suppose qu'avec la croissance absolue du capital variable et de la plus-value qu'il crée, et même s'il y a décroissance relative par rapport au capital accumulé, l'expansion du capital puisse, pour un temps indéterminé et pour tant et tant de raisons pratiques, apparaître comme une "réfutation" de l'analyse abstraite du capital effectuée par Marx et de ses perspectives à courte vue. Les modifications que subit le système au cours même de son développement peuvent mettre entre parenthèses les lois générales de l'accumulation, du moins pour des périodes de temps assez importantes et, par conséquent, répondre positivement aux espoirs optimistes de la classe dominante et faire lever des doutes, au sein des classes exploitées, sur la vulnérabilité du capitalisme .

Comme tout un chacun, Marx est un enfant de son époque: on doit le comprendre dans le contexte de la phase du développement capitaliste qu'il a connue. Sa critique de la société bourgeoise a été établie dans une période de développement capitaliste plutôt rapide. Quoique ce développement fut alors restreint largement à l'Angleterre, il était clair que de manière semblable et aussi rapide il allait conquérir l'Occident, et, à travers le marché mondial, toucher la planète dans son ensemble. Cette situation historique à la fois permettait et exigeait la formulation d'une théorie de la dynamique de la production capitaliste, ne serait-ce que pour saisir son développement réel et ses conséquences sociales. La gestation du capitalisme a certes été un processus tirant en longueur et plutôt lent, mais ce système avait, au milieu du XIX^e siècle, déjà atteint une impulsion suffisante pour qu'on puisse se rendre compte de son impact sur l'avenir prévisible. Il avait déjà écarté la plupart des obstacles sociaux et économiques qui gênaient sa propre évolution et montrait, sans qu'aucun doute soit possible, ses propres tares. Au premier rang de celles-ci on comptait l'accumulation rapide du capital au dépens d'une population laborieuse à la misère croissante.

Il existe une littérature suffisamment abondante sur le développement du capitalisme des débuts, la révolution industrielle, les conditions de vie des classes laborieuses dans diverses nations capitalistes, les premières tentatives pour former des organisations ouvrières et sur les luttes réelles pour obtenir une amélioration des conditions de vie et de travail, pour qu'il ne soit pas nécessaire de discuter ici cette

phase du développement capitaliste. La détresse sociale, les remous causés par ces conditions firent grande impression sur toutes les couches de la société et conduisirent à des prévisions pessimistes sur l'avenir du capitalisme. Pourtant, généralement parlant, pour les esprits bourgeois, ce lugubre état de choses n'avait rien à voir avec le mode capitaliste de production mais prenait sa source dans la "mesquinerie de la nature", dans la "multiplication des hommes" et dans la loi, formulée par David Ricardo, des rapports décroissants (*diminishing returns*). La tendance du développement semblait conduire vers un état stationnaire, avec une misère sociale accrue qui pourrait, peut-être, se trouver adoucie par un système de distribution plus égalitaire.

Pour Marx, tout au contraire, c'était précisément le développement rapide du capitalisme qui était cause de la croissance de la misère sociale:

La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables.

Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force de travail, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. *Mais plus la réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel.*

Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste.¹

À cette déclaration Marx ajoutait: "l'action de cette loi, comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières". Mais cela n'affecte pas sa validité générale. Les modifications qu'elle subit sont largement dues aux mouvements cycliques du capital qui augmentent ou réduisent l'armée de réserve et, du même coup, cette "couche des Lazare" de la société qui regroupe les infortunés qui ne sont plus capables de vendre leur force de travail au capital. Puisque la loi générale de l'accumulation s'exprime par la diminution du capital variable, la misère générale ne peut que croître avec la croissance de l'armée de réserve industrielle. Cette misère ne se manifeste pas tant par l'abaissement des salaires, car ceux-ci ne peuvent tomber pour longtemps au dessous du niveau nécessaire à la reproduction de la force de travail, que par l'apparition d'une masse croissante de pauvres vivant, ou plutôt mourant, des déchets de la société. Cette loi générale a été modifiée dans ses effets - et c'est justement là une preuve de sa validité - par la législation sociale mise en place dans les nations capitalistes développées pour atténuer la menace potentielle qu'elle fait peser

sur la stabilité de la société. Le coût de ce sous-produit de l'accumulation est réparti sur l'ensemble de la société, bien qu'en fait il ne soit payé qu'à partir de la plus-value produite par les ouvriers productifs. Comme cette plus-value diminue relativement aux exigences de profit du capital en accumulation, ce n'est qu'une question de temps pour que l'accumulation du capital se révèle ouvertement être l'accumulation de la misère sociale.

Marx prédisait donc une accentuation de la misère au cours de l'accumulation. Cette prédiction rencontra le mépris des apologistes du capitalisme: n'était-il pas évident que le niveau de vie et les conditions de travail des ouvriers s'amélioreraient au jour le jour? Certes, on ne pouvait nier la misère bien réelle qui avait accompagné le développement capitaliste, mais c'était un phénomène irrévocablement révolu, résultat de difficultés liées aux premières étapes de ce développement et qui avaient été surmontées avant même la fin du XIX^e siècle. Et si travail et capital étaient prospères quel sens y avait-il à parler de baisse tendancielle du taux de profit? Une période relativement longue d'expansion capitaliste couronnée de succès créa un optimisme bouillonnant qui toucha aussi la classe ouvrière. Cet optimisme agita passablement le mouvement ouvrier organisé dont les porte-parole se hâtèrent d'annoncer que Marx n'avait pas réellement voulu dire ce qu'il avait dit. Cependant, quoique certainement impressionné par la misère sociale de la classe ouvrière qu'il avait sous les yeux au moment où il écrivait *le Capital*, Marx n'en a pas moins établi une théorie qui ne découle pas de ce fait mais de son analyse de la production du capital en termes de valeur. Si l'accumulation du capital se fait selon la loi de la valeur, il s'en suit que l'une des conséquences inévitables en est la croissance de la misère de la population laborieuse.

Marx ne s'intéressait pas à la misère telle qu'elle a pu régner dans telle ou telle société du passé, mais bien à celle qu'entraînent les conditions spécifiques de la production capitaliste. Chômage et paupérisme ont été une caractéristique flagrante du capitalisme tout au cours de son développement, même s'ils ont été plus ou moins émousés ou saillants selon les hauts et les bas du cycle des affaires. La partie de la classe ouvrière au chômage a cru avec l'accroissement de la classe elle-même, faisant diminuer ou se stabiliser le taux des salaires pratiqué. Le chômage a été le problème dominant de la société capitaliste pendant des périodes prolongées, celles de dépression, imposant à la bourgeoisie quelques modifications de la loi générale de l'accumulation. Si l'on regroupe les périodes d'expansion et de contraction de l'économie, ce qu'on doit faire pour traiter le processus d'accumulation comme un tout, il ne fait aucun doute que le chômage a cru constamment, car l'absorption d'une partie de l'armée de réserve industrielle dans les périodes d'expansion n'a pas compensé entièrement les expulsions de travailleurs hors du processus de production effectuées pendant les périodes de dépression. Si l'on considère ensemble les bonnes et les mauvaises périodes, on ne peut guère douter que le rapport du nombre des ouvriers au chômage à celui de ceux qui ont

un emploi a cru avec l'accumulation du capital, car cette dernière sous-entend un déclin relatif du capital variable au sein du capital total.

Même si leur fiabilité varie avec les pays, il est bien connu que les estimations du chômage ne sont pas sûres: toutes tendent à en sous-estimer l'ampleur. Aux États-Unis, par exemple, "la méthode de calcul du chômage est truquée et délibérément fabriquée pour cacher la vérité: le niveau réel est à peu près divisé par deux".² Mais, même en retenant de telles statistiques inadéquates, l'Organisation Internationale du Travail estimait à la fin de 1975

*que le chômage a atteint le plus haut niveau enregistré au cours des quarante dernières années dans les vingt trois pays couverts par cette étude. Le nombre total de sans-emploi dans dix-huit pays européens, les États-Unis, le Canada, le Japon, l'Australie et la Nouvelle Zélande a atteint 17,1 millions. Au creux de la dépression mondiale des années 30, le chômage dans ces mêmes vingt trois pays avait atteint le chiffre record de 25 millions, la proportion de sans-emploi ayant, elle, atteint pour certains d'entre eux la valeur de 20 à 35% de la force de travail. Si on tient compte de ceux qui dépendent des travailleurs sans emploi pour vivre, 40,4 millions de personnes souffraient de la situation de chômage en 1975.*³

Comme le nombre de personnes au travail peut croître en même temps que le chômage, on avance aujourd'hui l'idée que pour juger des performances de l'économie mieux vaut porter l'attention sur le niveau de l'emploi que sur celui du chômage, "car l'image que l'on retire du taux d'emploi diffère de manière significative de celle qui résulte de l'examen du chômage seul".⁴

Peut-être, mais cela ne change rien au fait que le taux de chômage croît plus vite que le taux d'emploi. Et cela montre simplement que l'expansion des affaires, enregistrée les années passées, n'était pas suffisante pour absorber un nombre décisif de chômeurs, comme cela avait été le cas au cours de périodes d'expansion antérieures. Par conséquent, le chômage et la paupérisation qui l'accompagne, demeurent, en dépit du nombre croissant des emplois, des différentes mesures sociales et des assurances chômage,

Une étude demandée par le Congrès et menée par M.H. Brenner de l'Université John Hopkins, analyse les statistiques des États-Unis couvrant une quarantaine d'années et montre qu'il y a un lien direct entre "les actions qui agissent sur l'activité économique

nationale - et particulièrement le taux de chômage - touchent la santé physique, mentale et influent sur le nombre des agressions criminelles." ⁵ C'est sans doute tout à fait évident et point n'est besoin de preuve statistique, mais il s'agit d'effets bien différents de la faim pure et simple que connurent les États-Unis et d'autres pays pendant la grande dépression. Cela peut expliquer l'espèce de suffisance qui est de règle face à la détérioration systématique de la vie sociale. Or, exactement comme le prix de la force de travail varie avec les conditions historiques, sa valeur correspondant à plus ou moins de marchandises, la misère a un caractère historique, présentant des états différents dans des circonstances différentes. La misère n'est pas ressentie lorsqu'on subit un état de famine spécifique, mais lorsqu'on connaît un appauvrissement par rapport au niveau de vie habituel. Les réactions des gens à une dégradation persistante de leurs conditions de vie habituelles peuvent être aussi radicales que celles qui résulteraient d'un état de semi-famine, produit par la croissance constante de la paupérisation. Le sens de l'expression "misère croissante" est en fait déterminé par ceux qui la subissent et ne découle pas d'une quelconque "mesure objective" de ce que les gens sont capables d'endurer. Vues sous cet angle, les modifications de la loi générale de l'accumulation capitaliste n'éviteront pas, même dans les nations capitalistes hautement développées, que croisse la misère sociale.

Selon Marx, la croissance de la misère sociale est due non à celle de l'exploitation, mais aux limitations que met à cette dernière le caractère valeur de la production capitaliste. Accroître l'exploitation d'un nombre donné de travailleurs - et ceci est sans relation particulière avec leur niveau de vie et leurs conditions de travail - permet la croissance du capital, mais, du même coup, réduit sa composante variable et, par conséquent, la potentialité d'une accumulation ultérieure. Dans le monde en général, le pauvre souffre à la fois de la capitalisation et du manque de capitalisation, de même, dans chaque pays capitaliste, le prolétariat souffre à la fois de l'exploitation et du manque d'exploitation, quoique de manière plus intense dans le deuxième cas. À l'époque de Marx, le capital était restreint à quelques nations et c'était donc dans ces régions que la loi générale de l'accumulation pouvait révéler son sens concret: le fléau du chômage, Mais avec l'extension territoriale du mode de production capitaliste et la domination capitaliste du marché mondial, cette répartition entre chômeurs et non-chômeurs s'est répandue, affectant les différentes nations de manière inégale selon le niveau de leur développement capitaliste. Donc, dans la mesure où la croissance du capitalisme peut être tenue pour responsable de celle de la misère à l'échelle mondiale, par suite de l'impact de ce système sur les régions sous-développées, il faut rajouter cette misère à celle qui provient directement de l'accumulation du capital dans les pays

capitalistes développés.

Développement technologique et relations de valeur

Comme les historiens du capitalisme qui ont produit toute une littérature de preuves documentées sur la misère des "basses couches sociales" dans les débuts du système, on peut aligner une collection non moins impressionnante de données sur l'appauvrissement croissant des "nations en voie de développement", c'est-à-dire de la plus grande partie de la population du monde. Il n'y a pas lieu d'ajouter de nouvelle description à tout ce matériel, et ce d'autant plus que les faits sont bien connus et ne sont pas contestés. Cet appauvrissement à peu près universel qui a accompagné l'extension du capitalisme vers un système mondial, montre la validité de la loi générale de l'accumulation énoncée par Marx. Cette loi n'est pas contredite mais plutôt confirmée par l'amélioration énorme du sort de larges couches de la classe ouvrière dans les pays capitalistes dominants: celles-ci ne constituent en effet qu'une petite fraction du prolétariat mondial, même si elles forment une part plus importante, quoique minoritaire, de celui de leurs propres nations.

Processus de concentration et de centralisation, l'accumulation réduit à la fois le nombre d'entités de capital par rapport à la masse totale et le nombre de travailleurs employés dans l'industrie. Il devient de plus en plus difficile de créer de nouvelles unités de capital dans les nations capitalistes avancées, mais c'est encore plus difficile dans les pays moins développés, à moins que du capital venu des premières n'entre dans le tissu social des seconds. Mais ceci sert principalement l'expansion du capital des nations capitalistes dominantes et freine la formation de capital dans les pays sous-développés. Les avantages concurrentiels que possèdent les entités de capital existant depuis longtemps et hautement concentrées sont tels que, chez elles comme à l'étranger, ces entités interdisent l'apparition de nouvelles entreprises capitalistes de composition organique plus faible et, par conséquent, employant plus de force de travail. Alors que le mode capitaliste de production se généralise de plus en plus, il n'absorbe pas la même quantité de force de travail qu'il s'assimilait à des stades antérieurs. En se déroulant, l'expansion du capital crée une population en surplus, incapable de vivre en dehors comme en dedans du système capitaliste.

Il y a peu de doute: Marx croyait que les manifestations concrètes de la loi générale de l'accumulation apparaîtraient plus tôt et de manière plus convaincante que cela a été. On ne peut cependant réfuter la loi sous le prétexte que son impact n'est pas encore total. Mais, bien entendu, et pour la même raison, on ne peut pas la démontrer, car le capitalisme pourrait se modifier d'une manière inconnue jusqu'ici et la rendre caduque. Tout ce qu'on peut demander aujourd'hui c'est de déterminer si la loi est à l'oeuvre ou non dans les tendances discernables de la production capitaliste. Et, vu sous cet angle,

on ne peut en fait douter de son existence même si les conséquences ont été moins directes et plus estompées que ce que Marx envisageait.

Marx semble avoir sous-estimé la résilience (résistance aux contraintes (NdT)) du capitalisme et sa capacité de s'adapter aux conditions changeantes du processus d'accumulation. Il lui était difficile de prévoir le degré de développement de la productivité et de l'exploitabilité du travail que permet, à un moment donné, l'utilisation des machines et l'avancement des sciences appliquées. Pourtant Marx a insisté sur le fait qu'un rapide développement des sciences accompagne et conditionne - tout en étant conditionné par elles - croissance et expansion du capital. Les changements technologiques du processus de production furent d'abord tout à fait accidentels et sporadiques, mais, rapidement, on les rechercha de manière systématique dans la quête concurrentielle de nouveaux produits et de méthodes de production moins coûteuses. Ce genre de changements améliore la productivité ce qui entraîne une réduction du travail vivant par rapport aux moyens de production et à la masse produite (*output*). Or la croissance de la composition organique du capital peut être compensée par celle de la masse de marchandises, de sorte que le taux de profit puisse être maintenu voire accru, ne serait-ce que pour quelque temps. C'est pourquoi il n'est guère possible de prévoir exactement quel impact la science et la technologie auront sur le processus de production capitaliste déterminé par la valeur.

Le concept de croissance de la composition organique du capital fait référence à la totalité du processus de reproduction sociale, c'est-à-dire à la fois aux relations et aux forces sociales de production. On ne peut les séparer en ce sens que seules les unes déterminent les autres. Quand on considère des sociétés différenciées au cours de l'Histoire, il est possible d'y reconnaître des forces sociales de production spécifiques qui correspondent à des relations sociales définies et de les distinguer de celles développées par d'autres formations sociales. Mais, au sein d'une société donnée, il est impossible de dériver les changements de relations sociales de production du développement des forces sociales de production. Dans le capitalisme les forces productives changent constamment, mais dans le cadre de relations sociales de production inaltérées et c'est précisément la constance de ces dernières qui permet l'accumulation du capital en termes physiques et en termes de valeur. Alors même que les relations capital-travail stimulent le développement des forces productives, elles peuvent tout autant le freiner dès que celui-ci entre en conflit avec les relations sociales de production.

Pour Marx, "le développement du capital fixe montre à quel point l'ensemble des connaissances (*knowledge*) est devenu une puissance productive immédiate, à quel point les conditions du processus vital de la société sont soumises à son contrôle et

transformées selon ses normes."⁶ Pourtant cet aspect du développement des forces productives et son immense accélération dans le cadre des relations capitalistes de production sont toujours restés subordonnée aux relations de valeur entre travail nécessaire et surtravail, à leur modification déterminée par l'accumulation du capital; En lui-même, le développement scientifique et technologique peut être pertinent pour une société à venir en ce qu'il détermine les conditions de l'existence sociale, mais, dans le système capitaliste, il n'a aucune indépendance significative. C'est pour cette raison que, selon Marx, les forces de production ne peuvent se ramener à une simple question de développement technologique car elle comprennent tout autant les activités sociales créées au cours de ce développement déterminé par les relations de classes. De même que ce n'est ni la science, ni la technologie mais le capital qui représente les forces productives et qui détermine leurs limites dans la société moderne, de même c'est la révolution prolétarienne qui représentera la plus grande des forces productives en détruisant les relations capitalistes de production. L'histoire est l'histoire de la lutte de classes, pas celle de la technologie.

Pour la bourgeoisie elle-même, et ceci jusqu'à une date toute récente, "les changements technologiques étaient la *terra incognita* de l'économie moderne."⁷ Ils ne jouaient aucun rôle dans la théorie statique du marché. Du point de vue de cette théorie, la formation de capital résulte de l'épargne qui, en faisant croître le capital physique et technique par travailleur, augmente ce que celui-ci produit pour un niveau technologique donné. Une fonction mathématique, la "fonction de production" sert à analyser les changements structurels entre les divers "facteurs de production", permettant ainsi de déterminer la proportion à établir entre eux pour obtenir la plus grande masse de produits (*output*) pour une fourniture à l'entrée (*input*) donnée. Plus la production devient intensive en capital, plus le produit (*output*) augmente et plus s'améliore le bien-être de la société. Et, comme du point de vue bourgeois c'est la consommation qui règle l'allocation des ressources économiques, les technologies ne sont qu'une image des relations d'offre et de demande sur le marché.

Les économistes qui ne sont intéressés à la dynamique de la production capitaliste, comme Thorstein Veblen et Joseph Schumpeter, ont découvert sa force directrice dans les changements technologiques. Ceux-ci pouvaient détruire l'équilibre du marché, mais seulement pour le rétablir à un niveau technologique plus élevé. Selon ces auteurs, ce n'est pas le capital mais la technologie qui est l'élément décisif dans l'évolution du système capitaliste.

De manière analogue, alors que les économistes néoclassiques négligeaient l'aspect physique et technique de l'expansion du capital, on en vint à rejeter cette attitude lorsqu'on énonça les diverses "théories de la croissance" (*growth theories*). Ce qui avait été jusqu'alors largement ignoré, devenait la seule caractéristique de ces théories économiques, le tout dans le but d'expliquer le développement capitaliste sans sacrifier les concepts d'équilibre de la théorie du marché. Ici nous voulons essentiellement attirer l'attention sur ce renversement de la théorie sans plus entrer dans le détail, et rendre clair une fois pour toutes le fait qu'il n'existe aucune relation entre la théorie de l'accumulation de Marx et ces théories de la croissance que l'on rencontre ordinairement. De fait, ces dernières tentent soit d'accommoder les aspects physiques de l'expansion capitaliste aux choix imaginaires du consommateur sur le marché, soit de déterminer la distribution du produit social par les relations technologiques au sein du processus de production. Pour Marx, la loi générale de l'accumulation s'affirme quelles que soient les modifications apportées au processus de reproduction capitaliste par la croissance des forces productives, celle-ci s'exprimant par la masse et le caractère du capital fixe et leurs effets sur l'exploitabilité de la force de travail. C'est précisément cette croissance qui révèle les contradictions du système capitaliste et fait prévoir sa chute finale.

Concentration de la propriété et contrôle du capital

Le développement technologique tel qu'il est déterminé par l'accumulation du capital - ou, et c'est la même chose, par l'aspect valeur d'usage de la valeur d'échange ou capital - sous-entend centralisation du capital en termes physiques et en termes de valeur. Selon Marx, cette centralisation étend l'expropriation originelle des classes laborieuses pré-capitalistes, créant ainsi les travailleurs salariés "libres" pour le plus grand profit du capital, et faisant passer la propriété de nombreux capitalistes aux mains de quelques uns. Cette monopolisation accrue du capital social que l'on peut déduire de la théorie de la valeur, correspond, bien entendu, à un processus qui se déroule sur une période de temps indéterminée. Il n'est pas possible de dire à quel instant précis la formation incessante de capitaux nouveaux finira par ralentir pour laisser l'exploitation du prolétariat mondial aux mains d'un nombre décroissant de compagnies géantes, capables par leur existence même d'empêcher toute ascension victorieuse d'entreprises

capitalistes nouvelles. Toutefois la concentration et la centralisation du capital est un phénomène observable empiriquement tant dans son amplitude que dans ses effets sur l'économie capitaliste dans son ensemble. C'est pour cette raison que concentration et centralisation du capital, découvertes en premier par Marx, sont des faits qu'on ne nie plus aujourd'hui. Elles ont fait l'objet d'une immense littérature⁸, mais elles ont été aussi à l'origine de nombreuses tentatives, non couronnées de succès, qui voulaient en arrêter le cours par des mesures législatives.

Que le revenu provienne du profit, de l'intérêt ou de la rente, il est, dans chaque cas, lié à la propriété, éventuellement partielle, d'une affaire particulière. Une telle affaire peut être une compagnie géante, un établissement industriel grand ou petit, une ferme commerciale, une affaire d'extraction, mine ou scierie, un courtage en propriété foncière, etc. Toutes ces affaires représentent une certaine valeur sur le marché, exprimable en termes de monnaie. La plupart des grosses affaires sont propriété de plusieurs porteurs de parts. Les droits de propriété d'une firme, ce qu'elle rapporte, peuvent être mis sur le marché et sont l'objet de tout un trafic sur le marché boursier. Les ressources réelles d'une compagnie et l'évaluation qu'en fait le marché ne sont pas identiques, et les porteurs de parts peuvent se partager non seulement les profits réels mais aussi ces "profits" qui résultent de la vente de leurs parts. Lorsqu'on espère de forts dividendes et que le prix des parts augmente, il diminue au contraire si on craint un déclin de la profitabilité de la firme. Le capital d'une compagnie moderne a donc une grandeur fluctuante qui peut varier d'un jour à l'autre, alors que sa base matérielle, c'est-à-dire propriété et équipements réels, ne peut changer que par l'accumulation (ou la désaccumulation).

Aux débuts du capitalisme les entreprises étaient, pour la plupart, possédées par des individus ou des petits groupes qui, en général, voyaient dans le coût de leur équipement en capital la base de la capitalisation. Dans les conditions modernes, c'est aussi bien la profitabilité réelle que celle qu'on espère qui fixe l'évaluation projective d'une entreprise. Les espérances peuvent être ou ne pas être réalistes, d'où le caractère spéculatif du marché du capital. Cependant, les gains et les pertes spéculatifs, quoique modifiant les fortunes individuelles, n'affectent en rien l'état réel de l'économie et sa profitabilité réelle, même si un "boom à la bourse", c'est-à-dire une expansion spéculative de capital et de profits fictifs, peut porter une situation de crise déjà existante sur les sommets, comme ce fut le cas aux États-Unis en 1929?

Certes il existe encore de nombreuses petites entreprises dont le capital appartient à des particuliers ou à des familles, et même de grandes compagnies (surtout dans les industries d'extraction et dans le domaine foncier) dont les avoirs sont contrôlés par des

personnes privées, toutefois la grande masse du capital est concentrée dans de grandes corporations et prend la forme d'actions largement distribuées. Aux États-Unis par exemple, il y a 17 millions de porteurs d'actions. Bien des gens en possèdent sans doute plusieurs, mais la plus grande partie ne l'est que par quelques personnes. Ainsi 2% des porteurs d'actions possèdent 58% des actions ordinaires et 1%, 46% des actions privilégiées. *Lebig business* est toujours entre les mains de multimillionnaires qui contrôlent les compagnies grâce à la concentration de leurs actions. Dans les années 50, par exemple, feu J. Paul Getty, président de la *Getty Oil Company*, possédait 12.570.039 parts, représentant 79% du capital de sa compagnie et une valeur mercantile de plus de 300 millions de dollars. Des familles comme les Mellon, les Ford ou les du Pont, contrôlaient, grâce à leur concentration d'actions, les compagnies auxquelles elles étaient associées et, dans bien des cas, leurs avoirs excédaient la valeur de la propriété d'un Getty. Détenir 10% des actions prestigieuses de la *Standard Oil Company* représente un portefeuille de 21.658.999 parts, soit plus de 1 milliard 516 millions de dollars. Il y a des cas où même 1% correspond à des sommes d'argent stupéfiantes. La famille Watson a des intérêts dans l'*International Business Machine Corporation* (IBM), dont ils sont les fondateurs, qui représentent 243.570 parts, une valeur mercantile de 108 millions de dollars et qui pourtant ne forment que 1% de la valeur mercantile totale estimée à 12,2 milliards pour cette compagnie. On compte, dans de nombreuses compagnies, des porteurs individuels qui détiennent plus de 10% de toutes les actions, les valeurs mercantiles correspondantes ne montant à des centaines de millions de dollars. Ces concentrations peuvent être comparées au nombre moyen de parts possédées par un porteur pour une compagnie donnée: 275 pour la Général Motors, 17 pour Woolworth (grande chaîne de magasins).⁹

Cette concentration de la propriété s'est encore accélérée depuis que ces estimations ont été faites et elle s'est internationalisée par le biais des multinationales, atteignant un point tel que le volume des ventes de quelques grosses compagnies dépasse le produit national brut de bien des nations.¹⁰ Cette tendance n'est pas restreinte aux États-Unis, mais s'observe dans tous les pays capitalistes. À côté de ces compagnies privées, il existe des compagnies "utilitaires", qui produisent et/ou distribuent l'eau, le gaz, l'électricité, le pétrole, s'occupent des égouts, des communications, des transports. Dans quelques nations, et plus particulièrement en Europe, ce genre de compagnies est directement possédé par la municipalité ou l'État. Dans d'autres pays, comme les États-Unis, elles restent propriétés privées, mais leur fonctionnement est en partie réglementé par la loi. Ce contrôle public consiste essentiellement en une fixation des tarifs exigibles

par ces compagnies pour leurs services et en une détermination du rapport (*return*) de leur investissements; en général il s'agit d'un "rapport correct" comparable au taux de profit enregistré par ailleurs. Il arrive aussi qu'une quelconque forme de réglementation s'applique à leur politique d'investissement. Le contrôle de ces compagnies est, là aussi, très centralisé, grâce à l'intervention de compagnies de holding associées à de grandes banques. Pour garantir ce contrôle hautement concentré, l'émission d'actions reste limitée, le financement passe plutôt par l'émission de bons à long terme. La manière dont le contrôle est assuré diffère selon les pays et les compagnies, mais les opérations réelles de ces compagnies utilitaires, qu'elles soient de statut privé, public ou mixte, ne diffèrent pas de la pratique des autres compagnies.

Posséder des parts dans une grande compagnie ne veut pas dire la contrôler. Il est clair que les 2 millions de possesseurs d'actions de l'*American Telephone and Telegraph* (ATT) ne peuvent exercer aucune forme de contrôle sur ses transactions. La grande diffusion des propriétaires d'actions non seulement permet le contrôle par une minorité, mais l'exige et plus cette dispersion est grande, et moins il faut d'actions pour s'assurer le contrôle d'une compagnie. Ordinairement 10% suffisent. En théorie les porteurs d'actions contrôlent en dernier ressort le *management* de ces compagnies puisqu'ils ont légalement le droit de le révoquer. Mais, dans la pratique, des porteurs minoritaires, mais "concentrés", font bloc avec le *management* pour s'emparer du pouvoir de décision et ne peuvent guère être contestés. Même si ce n'est pas nécessairement le cas, les *managers* et les directeurs de compagnie possèdent souvent des actions. Cependant leur puissance ne découle pas tant des parts qu'ils possèdent que de leur position. Plus une compagnie est importante, plus le nombre de ses porteurs de parts est élevé et plus s'accroît dans la pratique cette séparation entre propriété et contrôle. Mais plus est concentrée la propriété des actions au sein d'une compagnie, plus grand est le contrôle exercé sur le *management* par la minorité "concentrée" de porteurs de parts.

Le contrôle minoritaire sur le capital est encore renforcé par la "pyramidisation" ou l'"amplification" que pratiquent les compagnies de holding et les "directions imbriquées". La compagnie de holding est un système qui permet de prendre le contrôle d'une ou plusieurs compagnies en utilisant le vote "pyramidal" pour contrôler leurs titres et, ainsi, une grande quantité de capital avec un minimum d'investissement. Les directions imbriquées correspondent à cette pratique où une même personne siège comme membre du comité de direction de plusieurs compagnies, en principe séparées, pouvant alors imposer une politique commune à l'ensemble.

Même si on laisse de côté les possesseurs d'actions sans droit de vote associé, et si on ne s'attache qu'aux propriétaires avec droit de vote, il est clair que ceux-ci ne sont guère capables de l'exercer et d'ailleurs, ordinairement, ils n'essayeront ni se soucient d'influencer la politique de leur compagnie. Cette dernière est menée sous la responsabilité du comité directeur, un petit nombre de personnes qui, à leur tour,

choisissent le *management* professionnel qui mène les opérations sur le terrain. Les directeurs sont en principe élus par les porteurs d'actions, mais ces derniers ne peuvent en général le faire directement et utilisent donc des mandataires (*proxies*) qui les représentent et exercent leur droit de veto. Dans un trust ordinaire, le mandataire sera un membre du comité directeur et quoique, de temps en temps, il y ait des "bagarres de mandataires" pour le contrôle de la compagnie, elles ne touchent guère le *management*, groupe qui se perpétue lui-même en cooptant ses successeurs. De manière générale, les porteurs ordinaires d'actions se trouvent dans la situation passive de possesseurs de concessions minières.

Si propriété et contrôle ne coïncident pas dans la compagnie moderne, il n'y a pas, normalement, de divergence d'intérêt entre les possesseurs passifs de concessions et les dirigeants actifs de l'affaire. Les uns comme les autres ont intérêt à ce que les profits soient maximaux. Comme le capital en général, le capital d'une compagnie doit mener des opérations productrices de profit, conduisant à la formation de capital additionnel. Un manque de profitabilité, une perte de capital ont pour conséquence l'extinction finale de l'organisation, il ne peut pas non plus y avoir de divergence d'intérêt entre les propriétaires et les *managers*, car la position et le revenu de ces derniers (même s'ils ne possèdent rien ou pas grand chose) dépend de l'existence et donc de la profitabilité de la compagnie qu'ils gèrent. En fait la classe des *managers* forme le groupe singulier le plus important de la population des porteurs d'actions, ce qui renforce l'intérêt qu'ils portent à la profitabilité de l'entreprises à cause de leur double qualité: *manager* et possédant.

Le *management* des compagnies, quoique largement indépendant de la plus grande partie des porteurs d'actions, peut néanmoins être soumis au contrôle de banques d'investissements et de groupes financiers qui leur fournissent les crédits à long terme. La finance peut affirmer son pouvoir sur une firme lorsque celle-ci est, soit en expansion rapide, soit en détresse financière. Ceux qui accordent un concours financier à une compagnie, en particulier lorsque celle-ci veut effectuer une réorganisation, exercent un droit de regard sur sa politique, intervenant dans le choix de son comité directeur et de ses cadres supérieurs, Mais, même indépendamment des besoins de crédit, la finance peut prendre de l'influence grâce à des techniques comme l'achat de participations minoritaires, la création de cartels de votes, la "pyramidisation" chère aux compagnies de holding. Toutefois la puissance des banques et de la finance sur le monde des affaires a été quelque peu ébranlée ces derniers temps par l'entrée en lice des compagnies d'assurances et de pensions qui se sont lancées dans la course aux bons industriels, et aussi par le recours plus fréquent des compagnies à l'autofinancement de leur expansion à partir de leurs gains. Mais que le contrôle centralisé de la compagnie soit exercé par un *management* "interne" ou "externe", le fonctionnement n'en exige pas moins qu'un accent identique soit mis sur la profitabilité, comme c'est le cas lorsque

propriété et contrôle direct coïncident.

Monopole et concurrence, aspect d'un même processus de marché

La concentration et la centralisation du capital se traduisent en un mouvement contradictoire vers la monopolisation. Par analogie avec la physique newtonienne où des forces d'attraction et de répulsion maintiennent l'univers en équilibre, les économistes ont vu dans les forces du marché, l'offre et la demande, un mécanisme d'équilibre, équilibre assuré par la concurrence dans les conditions du *laissez-faire*.¹¹ Tout d'abord, cette idée n'est pas tant une description de la réalité qu'une exigence politique exprimant les besoins de la bourgeoisie montante dans les conditions mercantiles de la société féodale. Quoique l'"idéal" de non-intervention dans le marché concurrentiel ne fut jamais atteint, et ne pouvait l'être, il n'en reste pas moins que jusqu'au début du XX^e siècle, c'est la concurrence sur le marché privé qui détermina largement le caractère et le développement de la société capitaliste.

Quoi que puisse penser le *businessman* de la libre concurrence, il doit, dans la conduite de ses affaires, essayer pratiquement d'échapper aux pressions de celle-ci par des moyens et des méthodes qui, dans leurs effets, réduisent le nombre de ses concurrents, soit dans l'absolu, soit relativement à la croissance de l'économie. Par des moyens honnêtes ou déloyaux, il recherchera des profits supplémentaires, une position monopoliste sur le marché, afin de satisfaire une part plus grande de la demande, tout cela pour éviter de se faire démolir par la concurrence toujours menaçante. Toute réduction isolée des coûts entraîne un avantage sur le marché, rapidement perdu lorsque son application se généralise. C'est de cette manière que la concurrence entretient la monopolisation et que la monopolisation succombe sous les coups de la concurrence. Il n'est donc pas possible réellement de parler de concurrence sans parler de monopole l'un et l'autre sont des aspects d'un seul et même processus du marché.

Dans la théorie bourgeoise du marché, le monopole n'est pas intimement lié à la concurrence mais est au contraire présenté comme son opposé direct qui gêne le fonctionnement correct du mécanisme des prix. Jusqu'à une date récente, la théorie du marché retenait un modèle abstrait de concurrence parfaite. Mais ce modèle perdit la pertinence limitée qu'il pouvait avoir avec la croissance progressive de la monopolisation du monde des affaires. On parle aujourd'hui de concurrence "imparfaite" ou "monopoliste" pour décrire des situations de marché qui ne sont ni parfaitement concurrentielles ni complètement monopolisées. Dans un tel marché, aucune firme ne peut contrôler les prix à volonté, mais la limitation du nombre de

concurrents modifie réellement les prix, qui ne sont pas ce qu'ils seraient dans des conditions de concurrence plus parfaite. L'achat et la vente de marchandises sur une très grande échelle assurent, jusqu'à un certain point, un contrôle monopoliste des prix. La concurrence imparfaite est donc associée au *big business* et, parce que ce dernier domine le capitalisme d'aujourd'hui, les économistes ne parlent plus de concurrence parfaite mais de "concurrence réalisable" (*workable*), un terme qui couvre tous les degrés et combinaisons de concurrence et de monopole.

L'attitude du *businessman* face à la concurrence et au monopole est essentiellement variable. S'il se trouve lui-même en position de monopole sur le marché, il en jouira sans arrière-pensées sinon il dénoncera les monopoles et se prononcera en faveur d'une concurrence "loyale". Si l'exercice de la concurrence s'accompagne toujours de l'existence momentanée de situations de monopole, parce que certaines entreprises réussissent avant d'autres à baisser leurs coûts, l'apparition de monopoles peut aussi être le résultat d'un combat au couteau entre concurrents. Pour faire disparaître des concurrents, certaines firmes peuvent délibérément s'infliger des pertes temporaires en discriminant leurs prix, en faisant des remises excessives ou des rabais, etc. De cette manière elles s'assurent un plus grand contrôle des prix et satisfont une part plus grande de la demande présente sur le marché. La concurrence "au couteau" est plus particulièrement pratiquée par les grandes comme les petites affaires dans les périodes de dépression.

Mais, tout à fait indépendamment de toute concurrence "déloyale", c'est la croissance même de l'économie de marché résultant de la concurrence qui a conduit à la concentration et à la centralisation du capital et à ses entreprises gigantesques. Elle a accentué les aspects monopolistes du marché réel qui est à la fois concurrentiel et monopoliste. Si, dans le capitalisme des débuts, il y avait plus de concurrence que de monopoles, dans le capitalisme tardif, il y a plus de monopole que de concurrence. La grande variété des situations de marché pouvant influencer les prix par la diminution ou l'augmentation du nombre de concurrents, soit du côté de la demande, soit du côté de l'offre, a conduit à forger toute une variété d'expressions techniques: oligopole, duopole, oligopsone, duopsone. Il est rare, si cela arrive jamais, que ces termes décrivent des relations de marché ayant leur contrepartie dans la réalité, mais ils servent aux théoriciens de l'économie pour construire leurs spéculations. Le monopole (un seul vendeur) et sa contrepartie le monopsonne (un seul acheteur) peuvent exister temporairement dans un domaine particulier des affaires. Mais cette situation peut difficilement se maintenir. Le monopole est toujours accompagné par la concurrence et est lui-même une forme de celle-ci. Il domine, à des degrés variés, diverses sortes d'activités, certaines tendant plus que d'autres à la monopolisation. La grande industrie par exemples connaît moins la concurrence que l'agriculture et par conséquent contrôle mieux les prix que cette dernière. Mais même les domaines, où la concurrence est la

plus forte, voient se développer des tentatives pour surmonter ce désavantage en réalisant un certain mode de monopolisation; citons par exemple les essais des paysans de contrôler les prix en formant des coopératives. Il existe donc, dans chaque nation et dans le monde en général, un large conglomerat d'affaires où la concurrence ou le monopole dominant plus ou moins et dont le contrôle sur les prix varie de zéro à une détermination complète.

Les prix de monopole eux-mêmes ne sont pas arbitrairement fixés, mais gardent une certaine relation avec la situation du marché dans son ensemble. Plus le prix de monopole est élevé, plus la demande pour les marchandises offertes à ce prix sera faible. Ce qui aura, pour ainsi dire, été "surpayé" dans le prix de monopole ne pourra être utilisé pour acquérir des marchandises soumises à des conditions de concurrence plus ouvertes. La demande dans la sphère de la concurrence va donc diminuer, la concurrence s'exacerber et les entreprises en concurrence baisseront leurs prix. Pour les firmes à faible marge de profit cette baisse peut entraîner la ruine. Sur la base d'un revenu social donné qui détermine la demande existante, les prix de monopole forcent les autres prix à être inférieurs à ce qu'ils seraient dans des conditions de concurrence plus parfaite. On assiste alors à un "transfert" de revenu de la sphère des affaires en concurrence vers celles qui le sont moins. Toutefois ce "transfert" n'affecte pas nécessairement la taille des revenus d'une affaire donnée si celle-ci se trouve dans une situation de flux, c'est-à-dire s'il y a croissance du revenu social et expansion de la demande sur le marché. La croissance de la productivité sociale et l'extension du marché peuvent être telles que les prix de monopole comme ceux du secteur concurrentiel puissent rester suffisamment hauts pour assurer une profitabilité suffisante. Ce n'est que dans des conditions de stagnation ou de déclin que la monopolisation accrue s'accompagne d'une destruction continue d'entreprises plus petites, plus soumises à la concurrence, processus qui devrait trouver sa fin logique dans la monopolisation totale de l'économie, et du même coup la fin du marché capitaliste.

Les conditions de concurrence imparfaite qui règnent aujourd'hui, incorporent encore une grande partie de concurrence non "dissoute". Il y a partout dans le monde capitaliste d'innombrables petites affaires, en particulier dans l'agriculture et le commerce de détail, qui n'ont pas le moindre contrôle sur les prix. De telles affaires sont encore ouvertes à ceux qui ont les fonds nécessaires et qui gardent l'illusion du succès dans un monde dominé par le *big business*. Le prix de leurs coûts sont codéterminés par les prix fixés par la concurrence monopoliste tandis que leurs prix de vente sont souvent fixés par le résultat d'une concurrence acharnée. Le taux de faillite de ce type d'affaires est très élevé et leur poids relatif dans le monde des affaires est aussi faible que leur nombre est grand. Par conséquent, il existe simultanément deux marchés: le marché traditionnel où offre et demande déterminent les prix de

concurrence, et un marché où des prix "administrés" déterminent l'offre et la demande, Ces prix "administrés" peuvent être, ou ne pas être, l'indication de l'existence d'une concurrence monopoliste. Au lieu de s'engager dans une concurrence coûteuse, certaines entreprises préfèrent s'aligner sur des prix plus ou moins uniformes, soit en passant, par la concertation, des accords non-écrits, soit en acceptant purement et simplement les prix fixés par les entreprises les plus grosses du secteur. S'il s'agit d'un produit homogène, l'acier par exemple, les prix s'élèveront ou diminueront au gré de la compagnie dominante.

On dit souvent que l'absence de prix de concurrence dans la plus grande partie du marché moderne ne signifie pas la disparition de la concurrence mais plutôt un changement de forme de celle-ci: la concurrence des prix est remplacée par une autre qui s'exprime dans la publicité, les marques de fabrique, les crédits et les variations et améliorations des produits eux-mêmes. Mais cette rivalité a plus une fonction restrictive que concurrentielle, car elle tend à renforcer et étendre les monopoles existants et à les protéger des attaques d'invasisseurs possibles. La répugnance à s'engager dans la concurrence des prix n'est pas une caractéristique réservée aux grandes entreprises: même les petites ne sont guère favorables à ce type de concurrence sans frein que les économistes présentent comme essentielle pour assurer un fonctionnement correct de l'économie. Quoi que ceux-ci puissent penser sur la nécessité d'un mécanisme concurrentiel des prix, le souci du *businessman* sur le terrain reste la profitabilité et cela quelles que soient les conditions sur le marché. S'il peut faire un profit plus élevé en baissant ses prix, forçant du même coup les autres à lui emboîter le pas, il le fera vraisemblablement. Mais c'est précisément parce qu'il peut mieux accroître son profit en recourant aux prix "administrés" qu'il préfère réduire sa production plutôt que son prix. Ce choix ne résulte pas d'un dessein pernicieux: violer les "lois économiques" et s'en prendre à l'"intérêt public", mais découle du principe de maximisation des profits, condition nécessaire pour assurer l'existence et l'avenir de toute affaire.

Avec la croissance de leur taille, les entreprises enregistrent celle de leurs frais fixes et de leurs frais généraux. Ces derniers sont relativement constants alors que les ventes d'une firme peuvent fluctuer largement. Or, pour que la profitabilité se maintienne, il faut que les ventes soient dans un rapport bien défini avec les coûts. Si ceux-ci sont abaissés, les prix des marchandises peuvent l'être aussi, mais cela ne garantit pas une augmentation des ventes, ou même des ventes suffisantes pour que les profits l'emportent sur les coûts. Ce que une firme peut gagner en termes de ventes par une réduction des prix reste souvent négligeable par comparaison aux exigences de la profitabilité. Pour que les profits ne baissent pas, il faut, dans le contexte de la concurrence des prix, que la demande sur le marché croisse rapidement. Si cette croissance n'a pas lieu, les prix les plus bas et les coûts les plus "visqueux" vont se traduire par une réduction de la marge de profit. Si la demande ne croit pas

suffisamment, baisser les prix se fait à perte. Dans de telles conditions, les *businessmen* préféreront restreindre leur production et passer des accords informels pour stabiliser les prix au niveau de profit le plus confortable. Le déclin de la concurrence des prix n'est pas seulement une conséquence de la montée du *big business* mais aussi un résultat de la baisse du taux d'expansion du capital, que les *businessmen* interprètent comme une baisse de la demande sur le marché.

La concentration du capital devrait avoir rendu évident le fait que le mécanisme de concurrence des prix, tel que le conçoit la théorie bourgeoise de l'équilibre, n'a aucun effet sur le développement du capitalisme. Dans le jargon bourgeois on dit pourtant que les "économies de la production à grande échelle", créées par la croissance de la productivité résultant de l'augmentation et de l'amélioration de l'équipement en capital, réduisent purement et simplement les coûts de production et font baisser les prix. Mais elles éliminent aussi les producteurs à haute coûts et les chassent du marché. Instrument de la concurrence, la production de masse est aussi instrument de concentration et de monopolisation. Pourtant il a fallu que cette évolution se poursuive pendant plus de cent ans pour que la théorie bourgeoise découvre l'existence des monopoles au sein du système de *laissez-faire* et leurs effets sur les profits et les prix, et abandonne l'analyse de la concurrence pour se tourner vers celle de la formation des prix monopolistes.

Monopolisation du capital et loi de la valeur

Tout au contraire, la théorie de la valeur et de l'accumulation de Marx trouve sa vérification empirique dans le fait incontestable et généralement reconnu de la croissance de la concentration et de la centralisation du capital. Dans le modèle marxien de la production du capital, la concurrence "régule" l'économie capitaliste par la formation d'un taux de profit moyen. Il est alors clair que l'élimination progressive de la concurrence doit interférer avec la formation d'un taux de profit général et ainsi rompre son caractère régulateur. Tandis que la loi de la valeur continue de déterminer le développement capitaliste, son effet sur la distribution de la plus-value diminue lorsque croît la monopolisation du capital. Cette dernière fait passer une quantité disproportionnée de la plus-value sociale entre les mains des monopoles et réduit celle qui revient au capital soumis à la concurrence. Mais, comme la concurrence, la monopolisation ne peut affecter que la répartition de la plus-value sociale disponible, pas sa masse réelle. La tendance à la baisse du taux de profit demeure et se montre d'abord dans la réduction des profits du secteur où règne la concurrence en faveur du secteur monopolisé. Ce que l'un gagne l'autre le perd. En sortant du processus de moyenne lié à la concurrence, le capital de monopoles entraîne, par son contrôle des prix, une réduction des prix et des profits pour les capitaux soumis à la concurrence, et, du même coup, réduit leur nombre dans le capital social total. Dans la mesure même où

le capital de monopoles se débarrasse de la concurrence, il détruit la source de ses profits monopolistes qui tendent à devenir des profits déterminés par le degré réel de l'exploitation rapportée au capital total. Les profits de monopole deviendront le profit social moyen, profit qui augmentera ou diminuera avec la productivité du travail, en relation avec l'évolution de la composition organique du capital total.

L'élimination de la concurrence par la concurrence et la monopolisation croissante qui en résulte n'affectent pas la théorie de l'accumulation de Marx, ni l'effet de cette accumulation sur le taux général de profit, si ce n'est dans la mesure où la perte progressive de la force "régulatrice" de la concurrence dans le domaine de la distribution de la plus-value, fait croître le désordre général du système capitaliste et sa prédisposition aux crises et dépressions. Avec les effets de la monopolisation sur l'allocation du travail social en termes de valeur d'usage, les situations de crise deviennent plus dévastatrices et plus difficiles à surmonter. La distribution de la plus-value sociale, par le biais du taux de profit général, est aussi un mécanisme par lequel les exigences du processus de reproduction du capital sont satisfaites, tant en termes de valeur d'usage que de valeur d'échange. En revanche, un taux de profit monopoliste, fixé de manière plus ou moins arbitraire, altère cette étroite relation en faveur de l'expansion privilégiée de la valeur d'échange du capital monopoliste. Le capital est contraint de perdre, dans une mesure croissante, même ce degré de cohérence qui permettait de satisfaire à ses propres exigences sociales dans un stade antérieur de son développement.¹²

Si on dépouille cette centralisation croissante du capital de son caractère contradictoire (c'est-à-dire capitaliste) alors, selon Marx, la tendance indubitable vers la centralisation indique:

*que la production perd son caractère privé et devient un processus social, non pas formellement - dans le sens que toute production soumise à l'échange est sociale à cause de l'interdépendance absolue des producteurs et de la nécessité qui s'impose à eux de présenter leur travail comme un travail social abstrait (par l'intermédiaire de la monnaie) - mais dans la réalité des faits. Car les moyens de production sont mis en oeuvre comme des moyens de production sociaux, communaux et par conséquent ne sont pas déterminés par le fait qu'ils sont propriété d'un individu mais par leur rapport à la production. De même le travail est exécuté sur une échelle sociale.*¹³

¹³ K. MARX: *Theorien über dem MehrWert* (Théories de la plus-value).

Diminution de la classe ouvrière industrielle et croissance de la classe ouvrière en général

Toutefois ce même processus qui permet d'envisager la perspective socialiste de développement ultérieur de la société, ne fait qu'intensifier la contradiction entre les forces sociales et les relations sociales de production capitalistes et, par conséquent, l'aggravation des conflits sociaux dans des conditions économiques allant se détériorant.

Bien qu'on ne nie pas la centralisation du capital et qu'on ne puisse plus passer sous silence les crises qu'on a subies directement, on considère généralement comme fautive la prédiction de Marx selon laquelle la société capitaliste va, avec une croissance de la misère, se polariser en deux classes principales. La classe ouvrière industrielle est certainement beaucoup plus nombreuse qu'il y a cent ans, mais elle ne comprend toujours qu'une faible partie de la population mondiale. Si on y inclut les cols blancs et les travailleurs de l'agriculture capitaliste des nations développées comme sous-développées et bien qu'

*aucun chiffre exact ou quasi exact pour le total ne puisse être avancé, on peut dire avec sécurité que (la classe ouvrière) regroupe au moins 500 millions de personnes. Mais c'est là moins que la population de la Chine, de l'ordre de celle de l'Inde, probablement aux alentours d'un peu moins du sixième de la population mondiale. Le nombre de gens à absorber (dans le système capitaliste) est donc énorme, mais celui qui l'a été déjà, aussi. Le taux d'expansion nécessaire pour absorber ce reste... n'est certainement pas plus grand que celui réalisé jusqu'ici.*¹⁴

Comme le dit John Hicks, cinq sixièmes de la population mondiale restent en dehors du système capitaliste, mais subissent néanmoins son impact sur leurs conditions de vie. Nous voyons là les difficultés qu'il y a à maintenir, ou accroître, le taux d'expansion du capital à cause des niveaux de concentration et de centralisation déjà atteints et de leurs effets sur sa partie variable. L'expansion, pour prendre place, n'exige pas le même nombre de travailleurs additionnels que dans le passé, même pour atteindre un taux identique. La grande masse de la population mondiale ne peut plus poursuivre une

Nous traduisons d'après la version anglaise *Theories of Surplus-Value*, vol. III, p. 447.

¹⁴ J. HICKS: *A Theory of Economic History* (Une théorie de l'histoire économique), New York, OUniveristy Press (1969), p. 158.

existence traditionnelle, mais ne peut non plus trouver place sur le marché du travail. Et, comme le capital n'est rien d'autre que de la plus-value extraite, il devrait, par nature, être enclin à absorber un maximum de force de travail, car la plus-value absolue peut aussi servir à augmenter le capital. Le fait qu'à l'échelle mondiale, la masse de chômeurs ou de sous-employés s'accroisse en permanence ne signifie peut-être pas que le monde est polarisé entre capital et travail salarié, mais qu'il est certainement polarisé entre bénéficiaires du capitalisme et un prolétariat augmentant sans cesse et dont seule une partie décroissante peut être comptée dans la classe ouvrière.

Les économistes bourgeois voient dans la relative réduction du nombre de travailleurs industriels résultant de l'expansion du capital, une réfutation de la théorie marxienne. "Dans les pays développés", dit-on ainsi, "il existe encore un vrai prolétariat mais il est devenu minorité et bien plus, malheureusement, une minorité impuissante. Dans ces circonstances, l'interprétation de l'histoire présentée par Marx cesse d'avoir grand sens."¹⁵ Comme nous l'avons vu plus haut, certains économistes attendent avec confiance que le système capitaliste absorbe tout le monde comme travailleurs; d'autres, au contraire, estiment que la classe ouvrière a déjà cessé d'exister, en ce sens qu'elle est complètement intégrée dans le système capitaliste. La société intégrée, ou société sans classe, est réalisée "par le processus de dialogue politique, par les compromis et par l'effet pur et simple des conséquences sociales d'un processus de croissance économique longuement poursuivi."¹⁶ De telles projections optimistes reposent sur une compréhension totalement erronée du système capitaliste et des tendances de son développement. C'est précisément à cause de la diminution du nombre de travailleurs productifs que l'intégration apparente de la classe ouvrière ne transforme en désintégration du système capitaliste et interdit cette absorption espérée du prolétariat mondial dans le système, par suite de la réduction progressive de son taux d'expansion.

En fait, il est certain que la plus grande partie, environ 80%, de la population des pays capitalistes développés est formée de salariés qui doivent vendre leur force de travail, soit aux entreprises capitalistes, soit aux institutions publiques. Il est vrai que la différence de revenus entre les membres de cette grande masse de salariés interdit de les décrire simplement comme appartenant à une classe ouvrière uniforme. Il n'en reste pas moins que leur revenu intégré est soumis aux relations changeantes de valeur et de plus-value dans le système capitaliste dans son ensemble. Alors qu'une part de la classe ouvrière se reproduit par la valeur de sa propre force de travail, une autre tire son revenu de la plus-value obtenue par l'application du capital variable. Le processus de production exige un processus de circulation dont les coûts doivent être couverts par la

plus-value gagnée dans la production. Quoique la relation capital-travail règne dans le processus de circulation comme dans celui de la production, les salaires payés dans le premier doivent être retirés des profits faits dans le second. Le coût de la circulation réduit la masse de la plus-value disponible pour la consommation capitaliste et pour l'accumulation du capital.

La croissance de la productivité du travail qui sous-entend le déclin relatif du capital variable par rapport au capital productif total, non seulement doit éviter une chute possible du taux de profit général, mais elle doit aussi compenser la croissance des coûts de la circulation. Cette croissance est elle-même une conséquence de celle de la productivité du travail, car la masse accrue de marchandises produites par de moins en moins de travail exige une croissance disproportionnée du travail employé dans la distribution. Cette disproportion prend sa source, d'un côté dans l'extension du marché et de l'autre dans la contradiction non encore résolue d'un accroissement plus lent de la productivité dans le processus de distribution que dans celui de production. Alors que le processus de production se concentre dans des entreprises de moins en moins nombreuses et de plus en plus grandes, celui de distribution est de plus en plus "décentralisé" pour pouvoir atteindre un marché de consommateurs qui s'étend au loin et est très dispersé. L'avancement plus lent de la productivité, dans ce qu'on appelle le secteur des services de l'économie, déprime le taux de profit. Et, tandis que cette croissance disproportionnée permet d'absorber une partie des travailleurs déplacés par la productivité croissante dans le processus de production, elle se comporte comme un facteur additionnel dans le déclin du taux d'accumulation, par lequel une décroissance de la profitabilité du capital se révèle.

La pression exercée sur le taux de profit par la croissance disproportionnée du travail non-productif par rapport au travail productif (c'est-à-dire producteur de profit) ne peut être relâchée que par une croissance supplémentaire de la productivité du travail en général et de celle du travail productif en particulier. Dans l'intervalle, les mouvements du taux de profit affectent les deux couches de la population travailleuse et les placent dans la même opposition objective à la nécessité pour le capital de maintenir sa profitabilité. Ce n'est donc pas le *caractère de son occupation* qui définit le prolétariat mais sa *position* sociale de travailleurs salariés. La diminution de la classe ouvrière industrielle sous-entend en fait la croissance de la classe ouvrière en général, compte non tenu du type d'emploi que celle-ci remplit.

Il y a encore des groupes sociaux qui possèdent quelque degré d'indépendance vis à vis de cette relation mutuelle travail-capital, mais leur disparition progressive participe de la polarisation de la société du capital qui se poursuit. Largement déterminés par les relations capitalistes de production, certains secteurs, essentiellement l'agriculture, le commerce de détail et les professions libérales, permettent néanmoins l'existence de ces groupes hors du système du salariat. Ces couches sociales forment la classe moyenne,

siècle), New York, Harper and Row, (1964), p. 171.

¹⁶ *Id.*, p. 170.

voletant entre capital et salariat. Le déclin progressif de cette classe est un phénomène observable à un moment où le commerce de détail est battu en brèche par les supermarchés et où les formes familiales laissent la place à des entreprises industrielles utilisant de la main d'oeuvre salariée. Ce processus s'observe partout, mais plus particulièrement aux États-Unis. On le découvre dans la baisse croissante de la population paysanne, l'élimination du métayage et dans la haute capitalisation de l'agriculture. Selon l'*Agricultural Department Census Bureau* (Bureau de la statistique du ministère de l'agriculture) des États-Unis, moins d'un Américain sur vingt cinq vit, en 1975, sur une ferme, alors qu'il y en vivait un sur quatre en 1935. La population agricole a décliné de 14% entre 1970 et 1976; 37% de cette perte s'est faite pendant la seule année 1975-1976. Au cours des six dernières années, le nombre de Noirs vivant sur une ferme est passé de 900.000 à 500.000. La réduction du travail agricole s'est accompagnée d'une croissance de 20% de la production et d'une augmentation des surfaces cultivées. Le nombre de fermes est tombé de 6,8 à 2,8 millions dans la période de 1935 à 1976.¹⁷

Marx prévoyait qu'à un certain stade du développement capitaliste l'accroissement de la productivité dans l'agriculture deviendrait plus rapide que dans l'industrie. Cette évolution se manifeste dans la mécanisation de la première qui a, de fait, accru sa productivité au delà de celle observée dans la seconde. Avec cette mécanisation, encouragée, voire imposée, aux grandes fermes par une industrie agro-alimentaire hautement concentrée, l'agriculture s'est transformée de branche de production au travail intensif en branche au capital intensif. Ce phénomène a créé une surpopulation qui est venue grossir les centres urbains. Par ailleurs, si, d'une part, il fait croître le taux de profit, il a, d'une autre, pour résultat une plus grande composition organique du capital social total. Il n'y a aucun moyen de maîtriser ce développement contradictoire sauf à passer par une croissance supplémentaire de la productivité. Alors qu'un déclin de la productivité réduit le taux d'accumulation, la chute de ce dernier intensifie encore la baisse de la productivité. Depuis 1965, la productivité a décliné aux États-Unis, ce qui est une autre manière de dire que le taux d'accumulation a baissé. Encore une fois, cela sous-entend une rentabilité insuffisante, empêchant l'expansion du capital au niveau nécessaire pour maintenir ce qu'on appelle le plein-emploi et la pleine utilisation des forces productives. Phénomène cyclique, il ne fait que répéter avec quelques variations, ce qui s'est produit au cours de toutes les périodes précédentes où la baisse de la rentabilité s'est manifestée par une baisse du taux d'accumulation.

Quels que soient leurs défauts pour estimer la productivité, les statistiques économiques fournissent néanmoins quelques données pour l'apprécier. Selon le

Council of Economic Advisers (Conseil des experts économiques) du gouvernement des États-Unis, le déclin de la productivité trouve sa cause principale, entre autres, dans l'"inadaptation des investissements".

*Entre 1948 et 1973, les dépenses du business pour de nouvelles usines ou des équipements nouveaux ont représenté un ajout de 3% par an aux investissements de capital ramenés à l'heure de travail. Depuis cette époque, le rapport capital-travail n'a cru que de 1,75% par an.*¹⁸

Bien entendu les raisons de ce déclin ne sont pas recherchées dans la production du capital elle-même, mais dans le montant excessif des salaires ou dans la politique gouvernementale avec ses taxes qui "ralentissent l'introduction de machines permettant de réduire les coûts et d'économiser le travail", poussent à l'inflation et, par conséquent, "rendent les *businessmen* de plus en plus hésitants à investir dans de nouvelles machines".

¹ K. MARX: *Le Capital* I, op. cit., Bibliothèque de la Pléiade, vol. I, p.1162

² Cf. J. CONYERS Jr: *Jobless Numbers* (le nombre de chômeurs) in *The New York Times*, 1 Janvier 1976.

"Comment le ministère du travail s'y prend-il pour fournir des statistiques biaisées? La méthode est très simple. Il suffit de donner une définition très étroite du chômage et d'appeler non-chômeurs ceux qui ne le sont en aucune manière. Il est étonnant de constater que des millions de gens qui ont cherché du travail pendant si longtemps qu'ils ont fini par abandonner, ne sont pas considérés officiellement comme sans emploi, parce qu'ils n'entrent pas dans la catégorie "chômeurs" du ministère (un chômeur doit avoir cherché du travail dans les quatre semaines qui précèdent le recensement mensuel)... Si on ajoute les 5,3 millions de chercheurs d'emploi découragés et la moitié des travailleurs à temps partiel (1,8 millions) aux 7,7 millions de chômeurs officiels, on arrive au total énorme de 14,8 millions."

³ *The New York Times*, 30 novembre 1975.

⁴ I.L. KELLNER: *Counting the Employed, Not the Unemployed* (Compter ceux qui ont un emploi, pas les chômeurs), in *The New York Times*, 31 Octobre 1976.

⁵ Rapporté par le même journal: *The New York Times*, 31 octobre 1976.

⁶ K. MARX: *Grundrisse*, p. 576, trad. in *Principes d'une Critique de l'Économie Politique*, Bibliothèque de la Pléiade, Tome p. 307.

⁷ J. SCHMOOKLER: *Invention and Economic Growth* (Invention et croissance économique), Cambridge, Mass. Harvard University Press, 1966, p. 3.

⁸ Voir par exemple: The Temporary National Economic Committee, Monograph 29 (Monographie 29 du comité temporaire national pour l'économie): *The Distribution of Ownership in the 200 Largest Nonfinancial Corporations* (Distribution de la propriété dans les 200 compagnies non-financières les plus importantes) (1940); D. LYNCH: *The Concentration of Economic Power* (La concentration de la puissance économique) (1946); G.C. MEANS: *The Corporate Revolution in America* (La révolution des compagnies en Amérique) (1962); F. LUNDBERG: *The Rich and the Super-Rich* (le riche et le super-riche) (1968); M. MINTZ et J.S. COHEN: *America Inc.* (La Cie Amérique) (1971); J.M. BLAIR: *Economic Concentration* (La concentration économique) (1972); A.D. CHANDLER Jr.: *The Visible Hand: The Managerial Revolution in American Business* (La main visible: la révolution des managers dans le business américain) (1977).

⁹ Pour avoir des données complètes et détaillées voir L.H. KIMMEL: *Share Ownership in the United States*. (Qui possède des parts aux États-Unis?) Washington D.C. The Brookings Institution(1952).

¹⁰ En 1966, les ventes de la *General Motors* se montèrent à 20,2 milliards de dollars, c'est-à-dire entre le PNB des Pays Bas, 20,8 milliards et de l'Argentine 18,7 milliards. Les ventes nettes de *Ford* et de la *Standard Oil of New Jersey*, environ 12,2 milliards de dollars chacun, se trouvaient entre le PNB de la Tchécoslovaquie, 13,4 milliards, et de l'Union Sud-Africaine, 11.9. Les ventes nettes de la *Royal Dutch Shell*, de la *General Electric*, de *Chrysler*, d'*Unilever* et de *Mobil Oil* étaient de l'ordre de grandeur des PNB du Vénézuéla, de la Norvège, de la Grèce, de la Colombie et de la Nouvelle Zélande.

¹¹ En français dans le texte. On désigne ainsi une politique et une doctrine économiques florissantes dans tout le XIX^e siècle et qui préconisent une intervention minimale sinon nulle de l'État, l'équilibre se réalisant de lui-même, grâce à l'action de la main invisible sur le marché. Clairement elles font une allusion idéalisée au capitalisme des débuts, supposé libéral intégral. L'expression proviendrait d'une phrase qui remonterait à 1736 et serait due au marquis d'Argenson, un partisan des physiocrates: *laissez faire, laissez passer*. (Ndt)

¹² L'effet de la détermination monopoliste des prix sur la distribution de la plus-value a été récemment dramatiquement démontré, dans une branche unique, mais importante, de la production, par l'*Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole* (OPEP) qui, en collaboration avec l'*International Oil Cartel* (Cartel international du Pétrole) a imposé une augmentation d'un facteur six des prix du pétrole en quelques années. Cela affecte, bien que dans une mesure différente, et les nations développées et les sous-développées, en distordant la reproduction de leur économie, le commerce international et les relations de paiement. Moins dramatiques mais peut-être plus dévastatrices, sont les politiques de prix du type "self-service" que mènent les monopoles en général.

En ce qui concerne le pétrole, J.M. BLAIR écrit dans *The Control of Oil* (le contrôle du pétrole), New York, Pantheon (1977), p. 320:

"Il semble aussi clair que les pays de l'OPEP et les compagnies les plus importantes n'ont guère pris en considération les vastes conséquences économiques et sociales de leurs actions, comme, par exemple, le retard au développement des nations les plus pauvres du monde qui voient s'épuiser leur possibilités d'échange avec l'étranger, l'aggravation d'une

récession mondiale sérieuse, la mise en danger de la base monétaire du commerce international."

¹³ K. MARX: *Theorien über dem MehrWert* (Théories de la plus-value).

Nous traduisons d'après la version anglaise *Theories of Surplus-Value*, vol. III, p. 447.

¹⁴ J. HICKS: *A Theory of Economic History* (Une théorie de l'histoire économique), New York, Oxford University Press (1969), p. 158.

¹⁵ K. BOULDING: *The Meaning of the Twentieth Century* (La signification du XX^e siècle), New York, Harper and Row, (1964), p. 171.

¹⁶ *Id.*, p. 170.

¹⁷ Rapporté par *The New York Times*, 15 avril 1977.

¹⁸ Rapporté par *Time*: 5 février 1979, p.127.

**Brochure mise en page et distribuée par *INERTE COMMUNICATION*.
Une liste de brochures et de fanzines subversifs disponible contre un timbre
chez : JxB Lehmann – 18 avenue duchevreuil – 50120 Equeurdreville ou via
Internet : xjibex@hotmail.com**